



Enquête Flash

Impact du COVID19 sur la filière aéronautique vison France et Occitanie

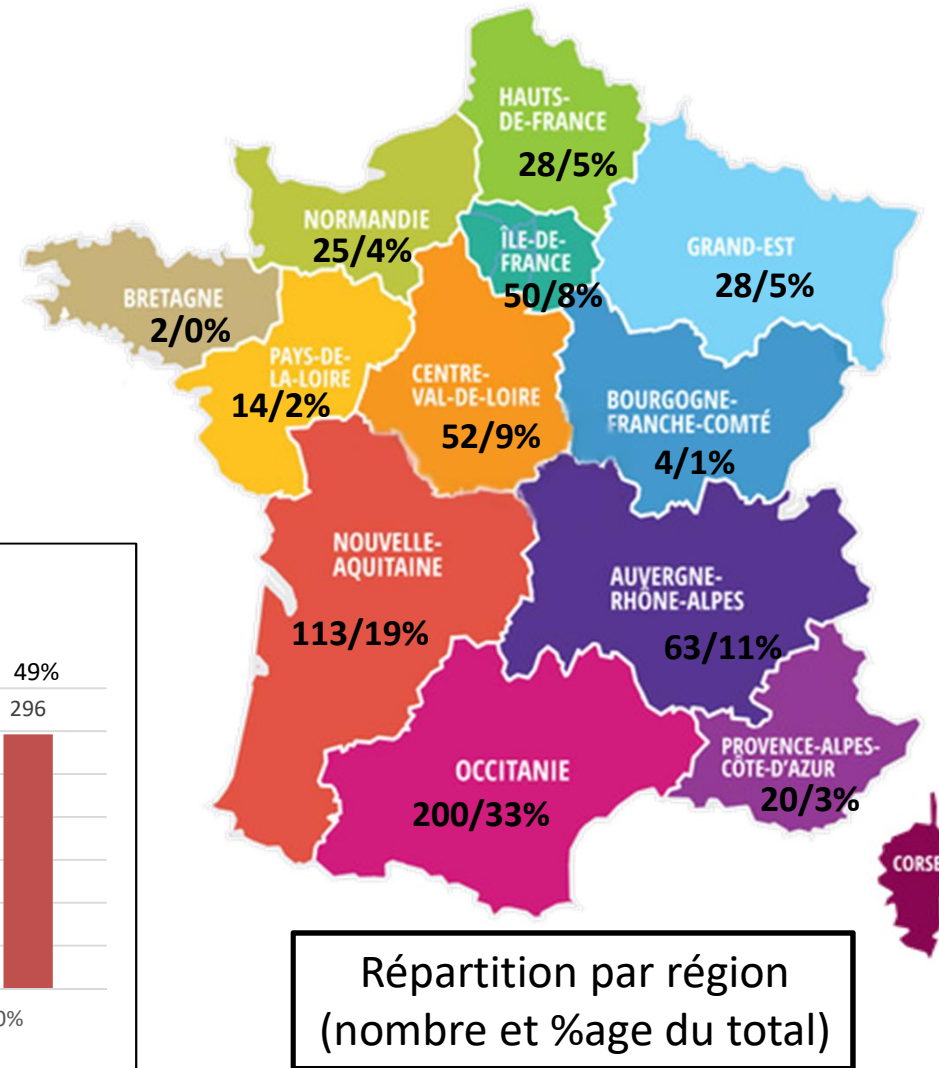
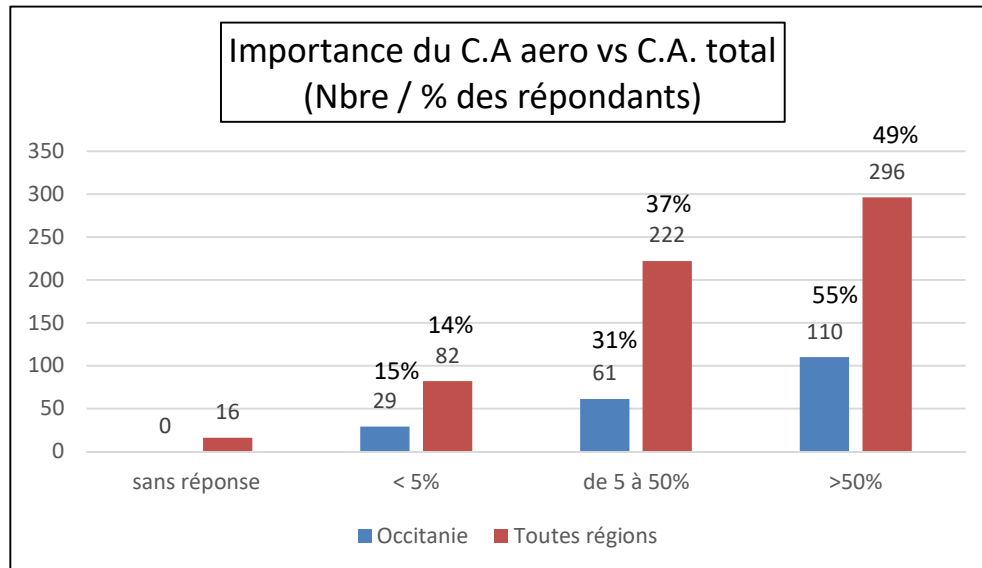
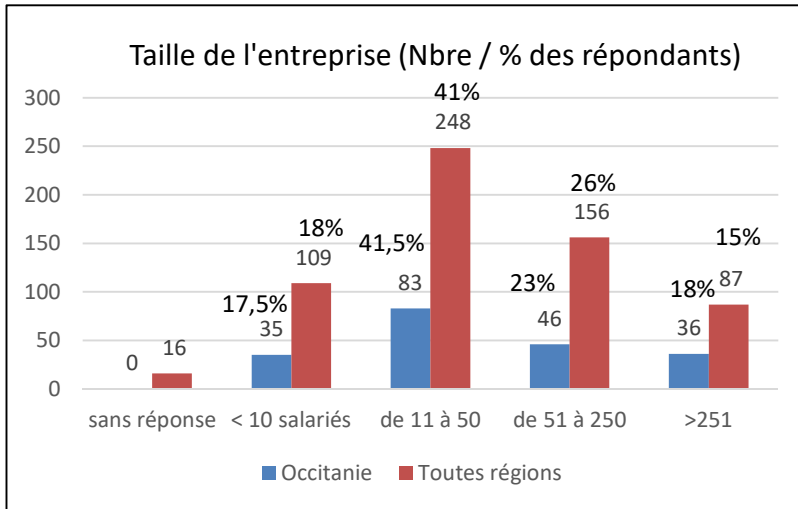


Pourquoi une enquête?

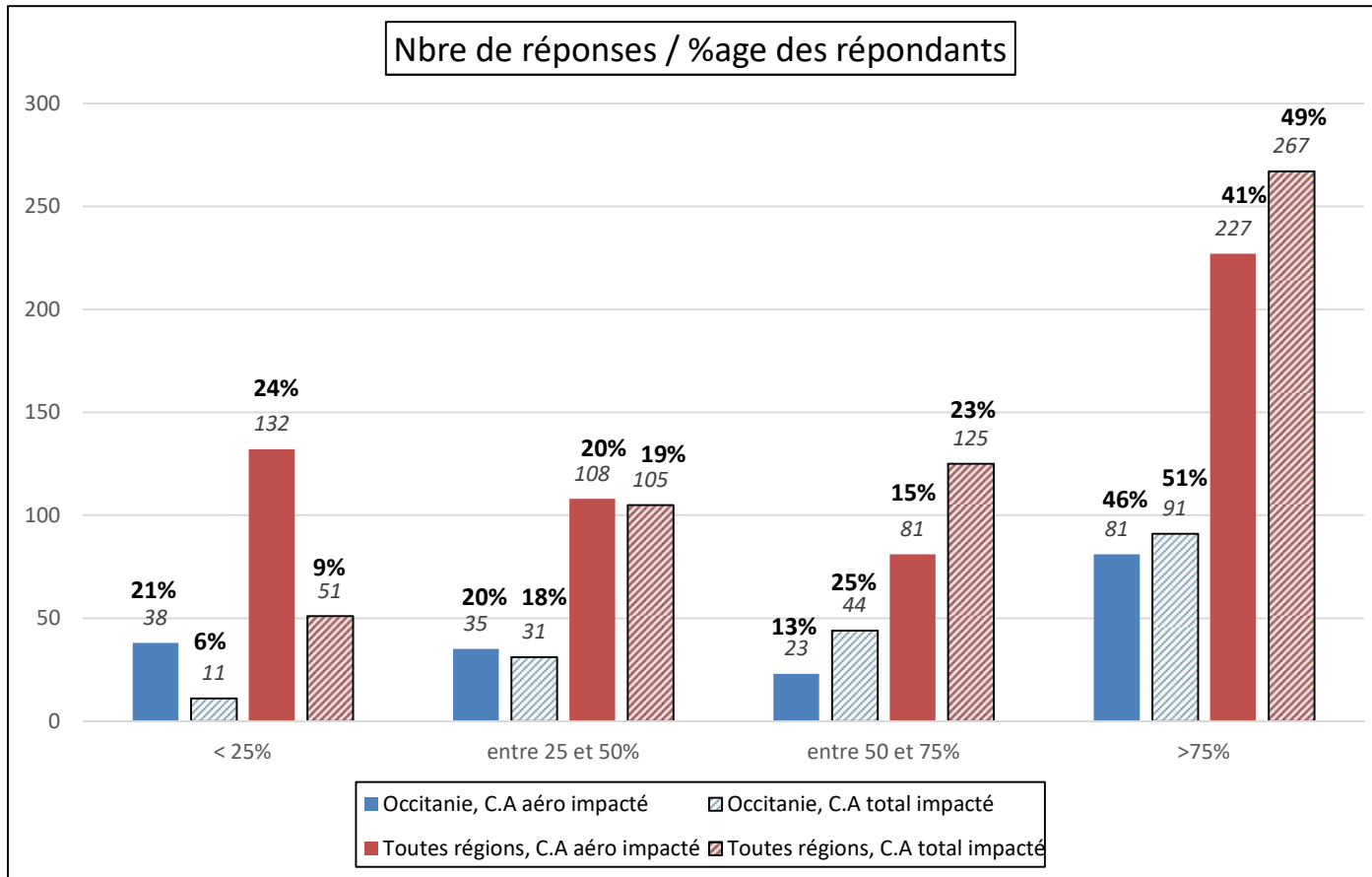


- ❑ **Evaluer l'impact de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur les entreprises de la supply chain aéronautique française.**
 - Une enquête flash élaborée et pilotée, pour le compte de la DGE et en lien avec la DGAC, la DGA et le GIFAS, par le Service Economique de l'État en région de la DIRECCTE Occitanie
 - Un questionnaire WEB portant sur
 - La nature de l'impact de la crise sanitaire
 - La part de C.A impacté et l'impact financier estimé
 - Les mesures prises suite au confinement imposé par l'Etat
 - Un premier retour sur les mesures d'accompagnement mises en place par l'Etat
- ❑ **1 240 entreprises nationales interrogées** entre le 31 mars et le 6 avril
 - Contacts connus des Direcctes
 - Complété par ceux transmis par certains pôles/clusters
- ❑ Un taux de réponse de plus de 48% (certaines entreprises d'un même groupe présentes sur plusieurs régions ont fourni une réponse groupée)

Les entreprises répondantes



Impact de la crise sur le C.A

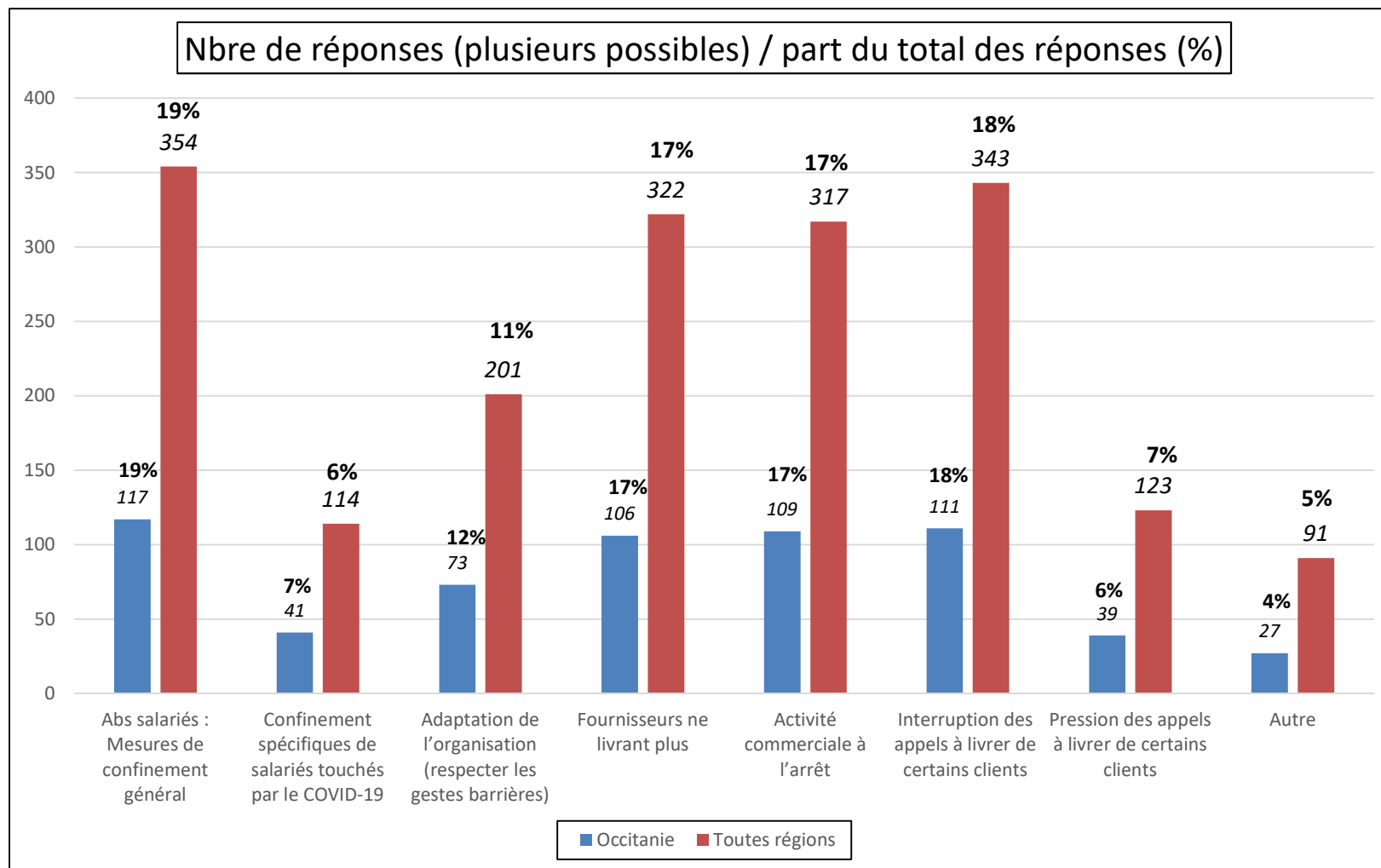


Nota : un peu moins d'une entreprise sur deux (Occitania et total régions) indique rencontrer des difficultés liées à un manque d'EPI nécessaires au respect des obligations réglementaires pouvant entraîner un arrêt de la production

Commentaires liés au manque d'EPI

	Fréquence	Exemple de commentaires
Manque d'EPI : masques, gants, gel...	77%	Masques, gel hydro-alcoolique, produits de désinfection
Absence ou manque de masques : chir. Anti-poussière, FFP2, FFP3	67%	La seule société capable de vendre des masques que j'ai pu joindre avait un mini de cde de 50 boîtes de 200 masques, livrables en mai pour 14 K€... J'utilise du matériel fourni par des amis chefs d'entreprise qui ont eu plus de chance...
Absence ou manque de gel	24%	Difficultés majeures pour l'approvisionnement en masques alors que de nombreuses situations de travail ne permettent pas de respecter la distanciation. Difficultés importantes également pour les nettoyants virucides / lingettes / et gel hydroalcoolique
Autres : gants, produits virucides	6%	"Produits de nettoyages. Actuellement nous nettoyons tout avec nos produits de maisons en rajoutant du JAVEL."
Des difficultés réduites grâce à une réorganisation du travail : réduction de production, télétravail, ...	24%	Nous avons des gants, du gel et respectons la distanciation et les mesures barrières. Toutefois nous n'avons pas de masque pour les personnels sur site qui ne peuvent pas télétravailler. Mais le gouvernement ne demande pas a priori le port du masque pour les personnes sur site.
Problème d'approvisionnement résolu pour l'instant mais inquiétudes pour les semaines à venir	6%	"Pour le moment pas d'arrêt de production identifié lié au EPI, mais beaucoup de difficultés pour réapprovisionner des masques et gants pour l'après confinement afin de protéger l'ensemble de nos salariés. Pour le moment les EPI sont réservés aux postes à risque (peintre, ponceur, sableur et application de joint PR. Nous avons changé de modèle, plus de masques jetables, que des masques FFP3 à cartouches interchangeables (durée de vie 200 heures)" "Si nous ne trouvons pas de masques d'ici la semaine prochaine, nous devons fermer à nouveau."
Des solutions alternatives ont été trouvées (entraide, cluster, GIFAS, système D...)	27%	"Des actions d'achat nationales mais sans date d'approvisionnement confirmées. Nous continuons grâce aux initiatives locales (entreprises reconverties en fabrication de solution hydroalcoolique, et aux dons de bénévoles couture de masques en tissu pour nos salariés) en attendant" "Nous avons fait des masques par nous-mêmes et désinfectons à l'alcool à brûler toutes les zones de contact"

Difficultés impactant l'activité



Difficultés impactant l'activité

Autres causes

Autres causes d'impact de la crise sur l'activité (données commentées)	Fréquence	Exemple de commentaires
Pb d'approvisionnement AMONT	9%	Mon client ne nous approvisionne plus en bruts forgés
Pb Rh ou organisationnel (EPI)	24%	Indisponibilité des salariés liée aux absences maladie (pour garde d'enfant, maladie chronique ou maladie classique (en hausse))
Manque de commandes (fermeture partielle ou totale clients)	45%	Clients à l'arrêt, report et annulation de commandes
Rupture interne ou externe de la chaîne de production	11%	Fermeture d'un laboratoire public dans lequel se trouvent nos outils de fabrication et de mesure
pb financiers internes ou externes (clients)	10%	clients demandent de repousser les délais de règlement

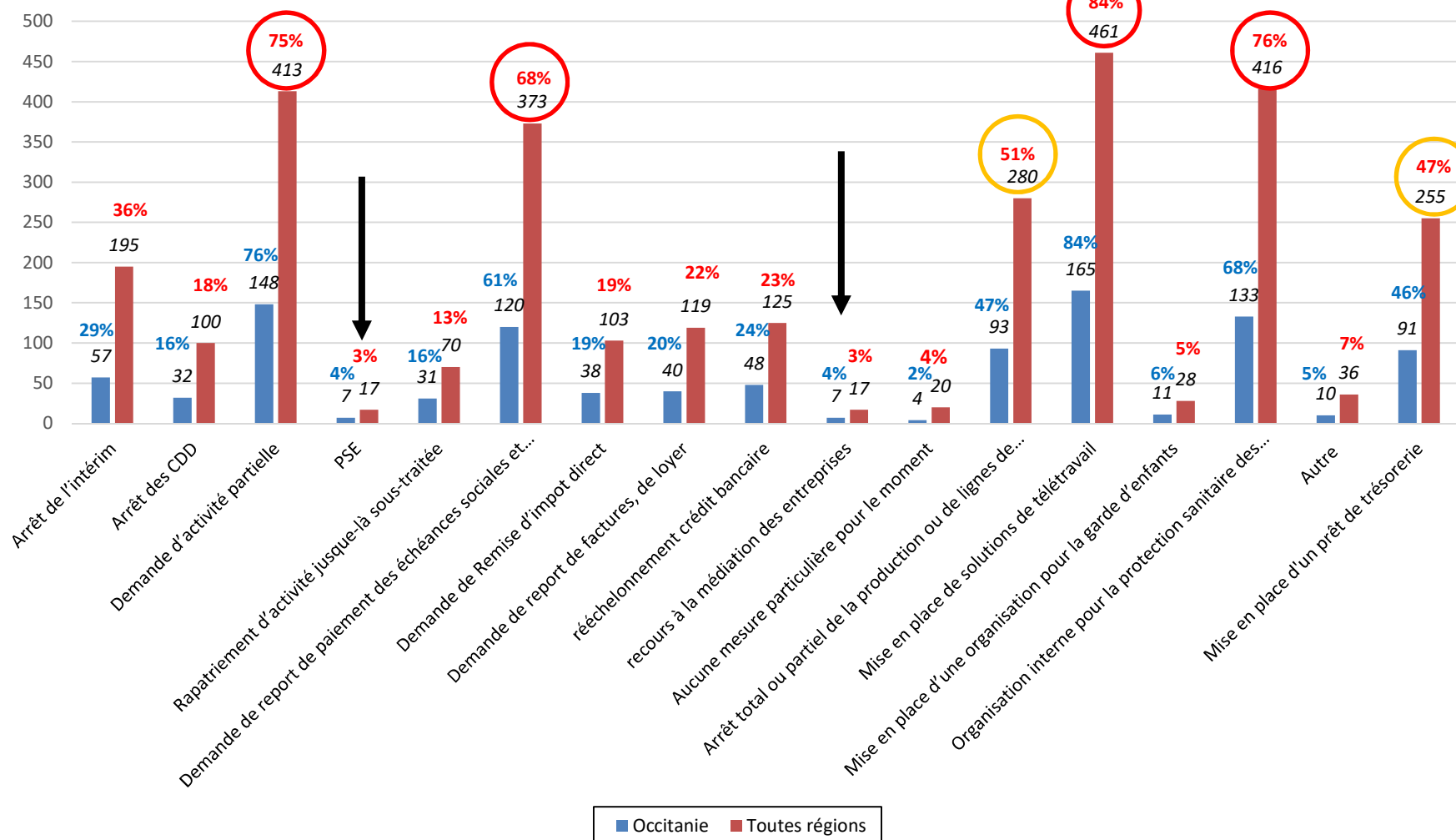
Difficultés impactant l'activité

vos commentaires

Causes de l'impact de la crise sur l'activité (données commentées)	Fréquence	Exemple de commentaires
Activité normale ou quasi normale	8%	Ces difficultés ralentissent l'activité mais ne la bloque pas aujourd'hui car il y a une forte mobilisation des salariés.
Trop d'arrêts , pression des IRP, inquiétude des salariés	23%	Forte pression des salariés et des représentants du personnel qui ne comprennent pas pourquoi l'entreprise maintient l'activité
Reprise partielle activité suite à réorganisation du travail (notamment télétravail)	16%	Nous nous sommes adaptés pour faire une reprise de l'activité progressive
Arrêt partiel ou total d'activité : pb d'appro (fournisseurs ou livraisons), éléments extérieurs (locaux fermés)	19%	Arret des approvisionnement depuis le 14 janvier 2020, nos fournisseurs sont chinois.
Manque de solidarité entre entreprises (OEM, donneurs d'ordre)	10%	Situation chaotique au niveau des donneurs d'ordres (Safran entre autres) reprise très partielle de leur activité dans la réalité. Situation confuse chez nos sous-traitants
Clients fermés ou injoignables	24%	Production en mode très dégradé , aucun prévisionnel de charge , approvisionnement des EPI très difficile , aucune annonce de reprise de la part de nos client hors mis UTC Aerospace qui nous envoi encore des commandes

Les mesures prises ou envisagées

Nombre de réponses (plusieurs possibles) / %age des répondants





Les mesures prises ou envisagées *vos commentaires*



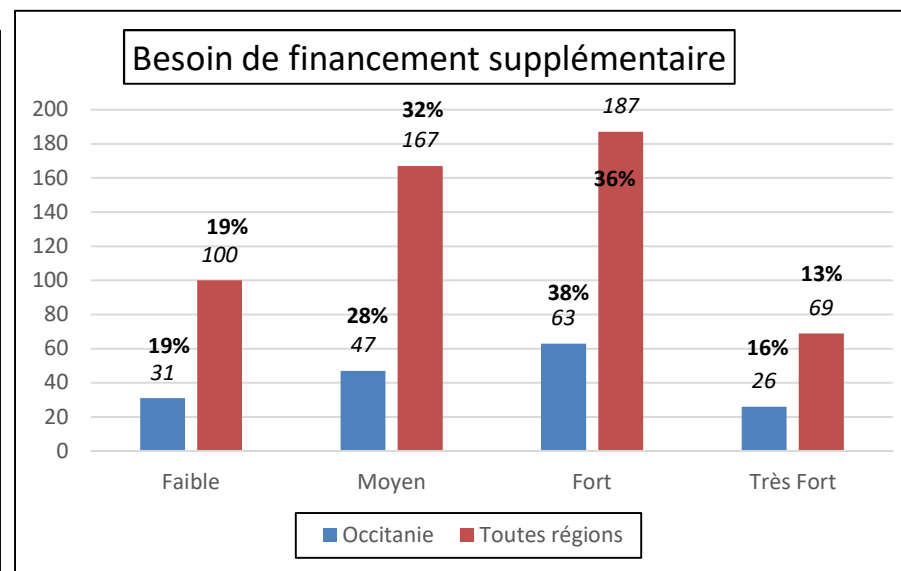
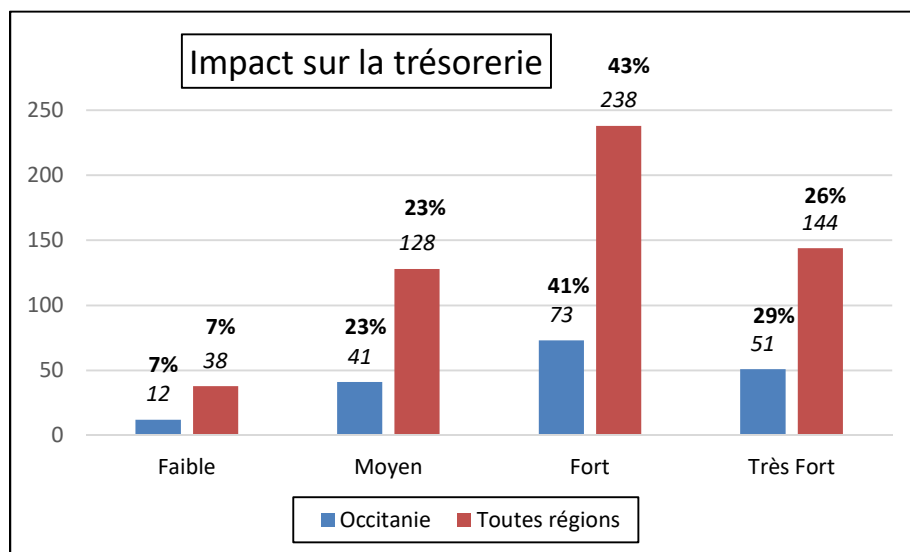
	Fréquence	Exemple de commentaires
Trop tôt ou pas assez de visibilité à moyen terme pour répondre de façon précise	29%	Aucune information obtenue de la part de nos clients sur les baisses d'activité à venir. Impossible de chiffrer l'impact sur l'activité partielle dans les mois à venir
Solutions internes mises en place avant d'activer le recours aux aides	47%	Le 16 Mars nous avons fermé notre établissement (principe de précaution) puis nous l'avons partiellement réouvert le 30 Mars avec mise en place de solutions de sécurité pour les salariés.
Difficultés à obtenir des aides (Etat ou non) ou à croire à leur efficacité ou à leur réalité dans le temps	24%	J'aurais voulu toucher en avance le CIR 2019 mais pas d'information concrète sur les modalités et pas de contacts.

Les mesures les plus utilisées

- Une majorité des répondants a fait **appel à l'Activité Partielle**
 - Toutes régions / Occitanie : 75% / 76% des répondants (413 / 148 entreprises)
 - À court terme, pour 31 259 salariés (378 entreprises) / 13 192 (133 entreprises)
 - au-delà de 6 mois, pour 11 255 salariés (218 entreprises) / 8 296 (76 entreprises)
- le **report du paiement des échéances** sociales/fiscales demandé par **68%** (61% en Occitanie)
- Arrêt total/partiel** de la production pour **une entreprise sur deux** (47% en Occitanie) avec de possibles **difficultés de redémarrage** pour un peu **plus d'une sur quatre** (24% en Occitanie)
- Télétravail** pour **84%** (plus de 24 200 salariés dont 16 000 en Occitanie)
- Mise en place des **mesures sanitaires** ad hoc pour les $\frac{3}{4}$ (**68%**) des répondants
- PGE** : un peu moins de **la moitié** l'a demandé ou envisage de le faire
- A noter :
 - PSE : envisagée par 10 entreprises (315 salariés concernés) dont 5 entreprises en Occitanie (236 salariés concernés)
 - Médiation des entreprises : seulement 17 sollicitations (7 en Occitanie, mais pas via la MDE)

Impact financier

(nbre et %age des répondants)



- ❑ **La moitié** des entreprises répondantes **a engagé des démarches auprès des banques** et un peu plus d'**un quart** d'entre elles **a rencontré des difficultés d'accès** à ces financements (**33% en Occitania**)
- ❑ **30%** des répondants (**32% en Occitania**) ont constaté un **changement de comportement des banques et des assureurs crédits** se traduisant par un **impact sur leur entreprise pour 58%** d'entre elles (**50% en Occitania**)

Les mesures mises en place par l'Etat

- ❑ **92% des entreprises (96% en Occitanie)** se disent suffisamment **bien informées**
- ❑ **86% des entreprises (85% en Occitanie)** consultent régulièrement les sites des ministères
- ❑ Près des **3/4 des entreprises (80% en Occitanie)** considèrent ces **mesures suffisantes** (dans l'immédiat)
- ❑ S'agissant de **mesures de clémence** qui auraient pu être mises en place par les **clients** :
 - 13% disent en avoir été informé 26
 - **61% n'en ont pas entendu parlé (57% en Occitanie)**
 - 26% ne répondent pas 57 (**29% en Occitanie**)
- ❑ Enfin, **210 entreprises souhaitent être recontactées** par un chargé de mission de la Direccte (**68 en Occitanie**)

Les mesures mises en place par l'Etat

Vous avez dit...

Pourquoi les mesures prises par l'Etat sont-elles insuffisantes?	Fréquence	Fréquence	Exemple de commentaires
N'incluent pas des mesures de relance, notamment accords avec les donneurs d'ordre	34	24%	Des accords doivent être trouvés avec les grands donneurs d'ordre pour qu'ils soutiennent leurs investissements au profit des PME
Trop difficile de se projeter à moyen ou long terme	29	21%	Pour le moment il est très difficile d'imaginer le futur. Comment allons nous reprendre l'activité avec les démarches barrière. Pour une star up ça va être très compliqué.
Manque de communication, de clarté et de cohérence de la part des pouvoirs publics. Trop de complexité, pas équitable	27	19%	Beaucoup trop de complexité et d'évolution chaque jour alors que la priorité actuelle est de faire refonctionner l'entreprise. La complexité n'est pas adaptée à des PMI
Ne font que reporter les difficultés de trésorerie	22	16%	Le report des échéances ne fait que décaler le problème dans le temps avec le risque d'avoir recours à un endettement excessif pour relancer notre activité. Une annulation des échéances en lien avec les services étatiques (URSSAF...) paraît judicieuse pour aider à la résolution de cette crise qui ne sera, dans le cas contraire, que repoussée.
Ne sont pas adaptées à l'entreprise	12	9%	Les entreprises en Redressement Judiciaire n'ont pas accès aux financements garantis.
Ne sont pas ou pas assez appuyées par les banques	8	6%	Les banques doivent s'adapter au flux de demandes et les processus paraissent très/trop longs. L'accès aux banques pour obtenir des réponses/décisions est très/trop difficile à ce jour.
Surtout un traitement social de la crise peut aggraver la trésorerie pour l'entreprise et générer des conflits	7	5%	Perte de C.A, de productivité qui ne pourront jamais être compensés par des aides, s'il y en a d'ailleurs, nous ferons les comptes à l'issue car les dispositifs d'arrêt pour garde d'enfant ne sont pas neutres pour les entreprises et le chômage partiel devra être géré de manière équitable sur l'ensemble des entreprises y compris celles qui ont réussi à maintenir une activité pendant que d'autres, par facilité, ont de suite enclenché le chômage partiel

Les mesures de clémence des clients

Vous avez dit...

Vos clients vous ont-ils informé s'ils mettaient en place des mesures de clémence ?	Fréquence	Exemple de commentaires
Au contraire: commandes annulées, paiements reportés, report de livraison...	50%	Phénomène inverse: plusieurs clients dans l'aéronautique (notamment compagnies aériennes) demandent des reports de délais de paiement ou renégociation de contrats pour ceux encore actifs
Refus de renégocier les délais de livraison	22%	Au contraire, certains clients nous informent de potentielles pénalités si nous ne pouvons pas livrer et s'autorisent le droit de ne pas nous payer!
Plus ou très peu d'échanges avec clients	11%	Aucune communication, ou très laconique et sans perspective.
Compréhension, voire paiement anticipé	17%	Par échange téléphonique les clients sont compréhensifs, surtout qu'eux mêmes sont confrontés à un absentéisme beaucoup plus important que nous !



Vos commentaires généraux

Vous avez dit...



Inquiétude concernant l'avenir du secteur, notamment pour les PME

A ce jour, il semble qu'un nombre important d'acteurs du secteur aéronautique continue d'assurer un service en adaptant son outil de travail comme nous le faisons. Notre préoccupation aujourd'hui se situe plus dans la durée et il est difficile de se projeter sans savoir si les opérateurs aéronautiques vont pouvoir maintenir un niveau d'heures de vol suffisant pour que nous puissions continuer d'assurer notre mission de support. La clé pour le maintien d'un niveau d'activité dans notre secteur se situe là.

Difficultés avec les banques / la BPI

Les mesures étatiques qui consistent à accorder des garanties de prêt à travers de dispositifs de la BPI paraissent très insuffisantes pour soutenir l'appareil productif Français que sont notamment les PME travaillant dans le secteur de l'industrie. En effet, ce dispositif de garantie de prêts implique un accord d'une banque, qui sera elle, l'émettrice du dit prêt. Il est clair que sans mesures coercitives de la part de l'Etat pour imposer ses conditions dans l'obtention des prêts, un pan entier de l'industrie risque de disparaître. Ces mesures coercitives auprès des banques devront nécessairement s'accompagner d'un "électrochoc" sous la forme de mesures fortes telles que :- Annulation des échéances URSSAF pour les PME- Plan de formation ambitieux avec aides de l'Etat- réduction des charges patronales & salariales

Gel ou retard des projets et investissements

On imagine que l'augmentation des cadences de production ne sera plus la priorité. Doit-on pour autant abandonner les investissements programmés pour moderniser l'outil de production d'une part, et renoncer à l'usine du futur d'autre part ? De cette réponse dépendra la survie des bureaux d'études aéronautiques, déjà bien impactés depuis 2016.



Vos commentaires généraux

Vous avez dit...



Difficulté à évaluer les conséquences de la crise

Les niveaux de trésorerie ne seront préoccupants que dans un ou deux mois, pas avant : il est encore trop tôt pour mesurer l'impact des retards de paiement client. La gestion de la communication interne est le plus gros enjeu du moment : rassurer les collaborateurs, faire face aux innombrables mesures que nous devons mettre en place dans l'urgence (la mise à jour du DUEP est un scandale, nous n'avons ni le temps ni les moyens de le faire !), nous dirigeants sommes exposés au risque pénal plus que jamais, nos clients nous pressent de livrer, nos fournisseurs en revanche ont plutôt joué le jeu et ont été très pragmatiques/souples/conciliants. Je remarque que ce sont les plus petits qui ont été les plus réactifs, les plus sérieux et les plus communicants. Je déplore par ailleurs une surcharge de toute part d'informations : je reçois en moyenne 30 mails par jour de toutes les filières dont nous dépendons pour entendre 15 fois les mêmes choses. Nous sommes ensevelis par les décrets, les formalités ... et perdons en opérationnel là où c'est le plus important en ce moment.

Retards dans la gestion des dossiers AP

D'un point de vue général, il semble que les pouvoirs publics fassent un maximum de choses pour aider les entreprises. Toutefois beaucoup de retards dans l'instruction des dossiers. Les banques jouent le jeu et le GIFAS a mis en place une procédure pour trouver des masques de protection. Il y a un réel dynamisme aux recherches de solutions. Toutefois l'ampleur de la crise laisse penser une reprise progressive très lente (fin 2020) et le risque de défaillance d'entreprises est très préoccupant (même des entreprises de taille importante).



Vos commentaires généraux

Vous avez dit...



Appel au soutien de l'Etat et suggestions d'actions

Nous faisons face à la crise et nous devons rester optimiste et penser à la reprise. Il faut que cette crise nous fasse réfléchir et nous permettent de changer nos comportements. Nous avons besoin d'aide pour sauver nos entreprises et la supply chain aéronautique française qui était déjà bien éprouvée depuis plusieurs années (stratégie d'achat féroce, fusion, Boieng 737, accident du super puma) :

- Commandes fermes à moyen et long terme afin de recharger nos ateliers
- Plus d'activités locales, et plus de protectionnisme
- De la clémence pour les OTD car nous ne maîtrisons plus nos fournisseurs et les élaborateurs souvent étrangers, en ouvrant les fenêtres de livraison sur le mois (bon pour l'OTD et aussi pour la planète)
- Simplification administrative, limiter les litiges de paiements et payer à l'échéance voir avant l'échéance
- Facilité pour obtenir des qualifications, supprimer les qualifications inutiles qui complexifient les process.
- Accepter que nos prix augmentent annuellement. Les PME ne peuvent plus figer, même baisser les prix alors que toutes nos charges augmentent. Il faut que certains acheteurs acceptent de payer le prix (prix qui serait beaucoup moins cher si les bureaux d'études réfléchissaient autrement, en employant des matières, des process, des traitements de surface appropriés à la criticité de la pièce et standardisant)
- Faire évoluer les plans afin d'adapter les process à notre outil industriel qui a fortement évolué avec les nouvelles technologies
- Proposer des contrats qui ne protègent pas que le client
- Moins de normes, moins de taxes, moins de tâches à non valeurs ajoutées....Il faut nous simplifier la vie, redonner un sens à notre métier et un cap pour le marché aéronautique français, que nous aimons tant mais qui ne nous permet plus d'avancer dans la sérénité.

Nous espérons vivement que cette crise soit un nouveau départ et un nouveau modèle productifsurtout maintenant que nos entreprises sont structurées "Usine du futur"



MERCI POUR VOTRE ATTENTION